CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU

14 - 10 - 1999
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum vergadering</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMUNICATIONS	5
QUESTIONS ORALES	
- de M. Pieter De Crem et Bart Laeremans sur la suspension de l'arrêté de régularisation, et réponse de M. Guy Verhofstadt , premier ministre	5
- de M. Bart Somers sur le préavis de grès à la SNCB, et réponse de Mme Isabelle Durant , vice-première ministre et ministre de la Mobilité et des Transports	5
- de M. Karel van Hoorebeke sur les tueurs du Brabant, et réponse de M. Marc Verwilghen , ministre de la Justice	6
- de M. Peter Vanvelthoven sur le procès contre les producteurs de tabac, et réponse de M. Marc Verwilghen , ministre de la Justice	6
- de M. Charles Michel sur les entreprises publiques autonomes, et réponse de M. Rik Daems , ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques	7
SÉNAT	
Constitution	7
PRISE EN CONSIDÉRATION DE PROPOSITIONS	7
Demandes d'urgence	7
VÉRIFICATION DES POUVOIRS DES MEMBRES SUPPLÉANTS POUR LE PARLEMENT EUROPEEN	9
DÉGÈS DE MM. PAUL DE STEXHE ET JUSTIN GASPAR ET DE MME MARIE NYS	10
VOTES NOMINATIFS	
- sur la motion de confiance déposée à l'issue de la déclaration du gouvernement	10
- sur les motions déposées en conclusion d'interpellations	15
PROJET D'ORDRE DU JOUR POUR LA SEMAINE PROCHAINE	16
ANNEXE	
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS	
Commission spéciale chargée de vérifier la validité des opérations électorales et les réclamations relatives aux élections européennes du 13 juin 1999	19
Propositions – Autorisation d'impression	20
Propositions – Prise en considération	21
Interpellations – Demandes	27
Interpellations – Retrait	27
ORDRE DU JOUR POUR LA SEMAINE PROCHAINE	27

SÉANCE PLÉNIÈRE

JEUDI 14 OCTOBRE 1999

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE :

M. Herman DE CROO*La séance est ouverte à 14 h 15.***COMMUNICATIONS**

Le **président** : Plusieurs communications doivent être faites à la Chambre. Elles seront insérées en annexe au *Compte rendu analytique*.

QUESTIONS ORALES

Le **président** : L'ordre du jour appelle les questions orales.

SUSPENSION DE L'ARRÊTÉ DE RÉGULARISATION

M. **Pieter De Crem** (CVP) : Ce n'est pas tant l'absence d'un avis préalable du Conseil d'État qui a déforcé le gouvernement que les maladresses et les déclarations regrettables de M. Michel et de Mme Onkelinx à propos de l'arrêt du Conseil d'État. Le premier ministre approuve-t-il les propos de ses deux vice-premiers ministres au sujet de la plus haute juridiction administrative ? Tout cela était pourtant prévisible : le gouvernement n'est pas capable de travailler sur le plan législatif. La suspension est également vaine, car les régularisations auraient pu être contestées devant le Conseil d'État.

Comment cet arrêté royal a-t-il vu le jour ? Le premier ministre partage-t-il les critiques des vice-premiers

ministres francophones ou les a-t-il désapprouvées ? Le premier ministre a-t-il déjà contacté le Conseil d'État ? Comment a-t-il pu prendre un tel arrêté alors qu'il compte deux experts éminents dans son cabinet ?

M. **Bart Laeremans** (VL. BLOK) : Le Conseil d'État a accédé, à juste titre, à la demande du Vlaams Blok visant à suspendre l'arrêté royal de régularisation. Les deux vice-premiers ministres ont attaqué cette décision du Conseil d'État de façon pour le moins curieuse en faisant valoir que c'étaient des juges flamands qui avaient traité cette requête, laquelle avait été introduite par le Vlaams Blok. Qu'en pense le premier ministre ? A-t-il rappelé à l'ordre ses deux vice-premiers ministres ? Tolérera-t-il que soient créées deux catégories de parlementaires : l'une qui peut tout se permettre et l'autre qui ne peut exercer aucun droit ?

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : Les positions adoptées par les personnes intéressées n'engageaient qu'elles mêmes. Le gouvernement a pris acte de la décision du Conseil d'État et adopté une attitude legaliste en décidant de déposer un projet de loi à la Chambre.

M. **Pieter De Crem** (CVP) : Cette réponse est insuffisante. Le premier ministre ne rappelle pas à l'ordre ses deux vice-premiers ministres. C'est un camouflet pour la démocratie et le Conseil d'État. Il faudra beaucoup de

temps pour combler le fossé qui sépare désormais le pouvoir exécutif et le Conseil d'État.

M. **Bart Laeremans** (VL. BLOK) : La réponse du premier ministre est insignifiante. Son prédécesseur avait au moins le courage de rappeler à l'ordre les ministres qui se méconduisaient. Le nouveau gouvernement est manifestement sous l'emprise des francophones.

Le **président** : L'incident est clos.

PRÉAVIS DE GRÈVE À LA SNCB

M. **Bart Somers** (VLD) : Les petits syndicats de la SNCB ont déposé un préavis de grève pour le 3 novembre à la suite de l'action prévue par la SNCB. Celle-ci a entraîné la suppression de tous les congés au cours de la période en question. Le problème est évidemment lié à celui de la pénurie de conducteurs.

Qu'en est-il exactement ? Quelles initiatives la SNCB a-t-elle l'intention de prendre pour éviter cette grève ?

Mme **Isabelle Durant**, vice-première ministre et ministre de la Mobilité et des Transports (*en néerlandais*) : J'ai demandé des explications à ce sujet à la SNCB. Celle-ci n'aurait encore reçu aucune lettre de préavis concernant cette grève. (*Poursuivant en français*)

Je comprends le souci des usagers de ne pas être victimes de mouvements de grève, tout comme je comprends le souci de la SNCB de garantir des conditions d'exploitation adaptées.

Des négociations sont en cours au sein de la SNCB afin de garantir que les conducteurs de trains puissent avoir congé au moins lors de l'un des deux réveillons et bénéficier des congés de récupération auxquels ils ont droit.

M. **Bart Somers** (VLD) : Je remercie la ministre pour sa réponse. J'espère toutefois qu'à l'avenir, elle nous répondra en néerlandais. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok*)

Il convient de saluer le fait que la ministre a immédiatement pris des initiatives. Les capacités de gestion des responsables de la SNCB seront jugées à l'aune de leur capacité à éviter cette grève et à améliorer les relations avec les conducteurs.

Le **président** : L'incident est clos.

ENQUÊTE SUR LES TUEURS DU BRABANT

M. **Karel Van Hoorebeke** (VU-ID) : Dans une interview, l'ancien commissaire de la police judiciaire d'Alost, M. Van Rie, a déclaré que l'enquête sur les tueurs du Brabant n'était nulle part. Par le passé, le juge d'instruction avait demandé 100 enquêteurs supplémentaires, laissant entendre que des révélations importantes seraient faites dans l'année. Deux à trois ans plus tard, aucun progrès n'a été enregistré.

Où en est-on ?

M. **Marc Verwilghen**, ministre de la Justice (*en néerlandais*) : J'ai pris contact avec l'avocat général Michaux, qui m'a informé que différentes pistes sont à l'examen. Les données sont traitées à l'aide d'un ordinateur. Sous peu, la piste De Staercke sera confiée à la chambre du conseil. Ensuite, la partie civile pourra consulter le dossier. L'équipe d'enquêteurs ne sera réduite qu'après la clôture de l'examen d'une piste. Il sera procédé à une évaluation tous les six mois.

M. **Karel Van Hoorebeke** (VU-ID) : Je remercie le ministre pour ces informations et j'insiste pour que certaines parties de dossiers soient clôturées après l'évaluation semestrielle.

M. **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : Je partage votre opinion.

Le **président** : L'incident est clos.

PROCÈS CONTRE LES PRODUCTEURS DE TABAC

M. **Peter Vanvelthoven** (SP) : Mardi, le producteur de tabac Philip Morris a enfin admis que la consommation de tabac était de nature à engendrer une toxicomanie et mettait la santé en danger, et que même le tabagisme passif comportait des risques. L'État belge intentera-t-il une action contre les producteurs de tabac, à l'instar des États-Unis ? Les conditions sont remplies : des années durant, cette substance nocive et susceptible de provoquer une assuétude a été commercialisée sans que les consommateurs ne soient suffisamment informés ; l'État a subi des dommages, et il existe un lien de cause à effet entre ces deux réalités. La possibilité d'intenter une action fait-elle l'objet d'une étude juridique ?

M. **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : C'est aux départements de la Santé publique et des Affaires sociales qu'il appartient d'évaluer l'opportunité d'intenter ce procès.

Notre droit connaît trois principes qui diffèrent du régime juridique américain, lequel repose sur l'"available liability".

Donc, il y a la faute éventuellement commise par un individu déterminé, qui doit être démontrée, le dommage, qui est imprécis en l'occurrence, et le lien de cause à effet, qu'il est également difficile de prouver.

Il ne m'appartient pas de juger de l'opportunité politique.

M. **Peter Vanvelthoven** (SP) : L'opportunité politique dépend en partie de la question de savoir si un tel procès est juridiquement envisageable. C'est la raison pour laquelle je demande avec insistance que cette question soit étudiée.

M. **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : D'autres secteurs, tels que celui des boissons alcoolisées et le secteur automobile, seront-ils par conséquent visés ?

Le **président** : L'incident est clos.

ENTREPRISES PUBLIQUES AUTONOMES

M. **Charles Michel** (PRL FDF MCC) : L'accord de gouvernement fait état stratégique de la volonté affichée de procéder à la consolidation des entreprises publiques, avec pour but d'affecter la valorisation des actifs à la résorption de la dette.

Quelles sont les entreprises visées par cette volonté de valorisation des actifs ?

Quel est l'impact budgétaire sur le budget 2000 ?

Quelles sont les pistes prévues pour réaliser cette valorisation ?

Des rapports qualitatifs ont-ils été effectués ?

Le pouvoir de contrôle de l'État sur les missions de service public assurées par les sociétés visées par les opérations de valorisation sera-t-il garanti et comment ?

M. **Rik Daems**, ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques (*en français*) : Il n'y a pas de montant prévu dans le budget en ce domaine.

La déclaration gouvernementale prévoit un processus de modernisation des entreprises publiques. Il y a plusieurs manières de procéder.

On vise l'optimisation interne, l'optimisation externe et enfin la valorisation.

Actuellement, toutes les entreprises publiques sont impliquées.

Je n'aurai une vue d'ensemble plus claire qu'en fin d'année et ne manquerai pas de venir en référer en commission de l'Infrastructure.

Concernant la Poste, un processus d'élaboration d'un plan stratégique a été entamé et devrait donner lieu à un rapport à la mi-novembre. Je serai donc prêt au sujet de ce dossier vers le 15 décembre.

M. **Charles Michel** (MCC PRL FDF) : La question du contrôle des missions de service public concernées est prépondérante. Il est important que nous ayons l'occasion d'en parler en commission.

M. **Rik Daems**, ministre (*en français*) : Je suis prêt à vous expliquer, en commission, les différentes méthodes de modernisation et de valorisation des entreprises publiques.

Le **président** : L'incident est clos.

SÉNAT

CONSTITUTION

Le **président** : Par message du 12 octobre 1999, le Sénat fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

Pour information.

PRISE EN CONSIDÉRATION DE PROPOSITIONS

Le **président** : Vous avez reçu une liste de propositions à prendre en considération. S'il n'y a pas d'objection, je considère que cette liste est adoptée.

La liste des propositions sera insérée en annexe au *Compte rendu analytique*.

DEMANDES D'URGENCE

Mme **Martine Dardenne** (Écolo-Agalev) : Nous demandons l'urgence pour la proposition de résolution de MM. Jean-Pierre Viseur et Jef Tavernier relative à l'ouverture de négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (n°112/1).

Le Conseil des ministres européen ne s'est pas encore mis d'accord sur une position. Il y a donc urgence à en discuter en commission.

Le **président** : Personne ne s'y opposant, l'urgence est accordée pour l'examen de cette proposition de résolution n° 112.

M. **Marc Van Peel** (CVP) : Je demande l'urgence pour la proposition de loi de M. Hubert Brouns et de Mme Simonne Creyf créant une Agence fédérale de la sécurité alimentaire (n° 24/1).

Cette proposition reprend le texte d'une proposition qui avait déjà été déposée avant les élections. Les grands groupes sont d'accord sur les points essentiels de la proposition.

M. **Jef Tavernier** (Agalev-Écolo) : Nous partageons les mêmes préoccupations. Le gouvernement prépare cependant un projet de loi à ce sujet. Il serait donc souhaitable que l'examen de la proposition soit lié à celui du projet de loi.

Mme **Yolande Avontroodt** (VLD) : Je me rallie à la position exprimée par M. Tavernier. Il serait par ailleurs également souhaitable de tenir compte des recommandations de la commission "dioxine".

M. **Marc Van Peel** (CVP) : S'il y a un projet du gouvernement, nous sommes disposés à examiner les deux textes conjointement. Mais nous demandons en tout état de cause l'urgence, car cette proposition est sur la table depuis six mois déjà.

– *La demande d'urgence est rejetée par assis et levé.*

M. **Danny Pieters** (VU-ID) : Je demande l'urgence pour ma proposition n° 109 modifiant l'article 2, alinéa 5 du Code de commerce. Elle devrait en effet permettre de sortir de l'impasse en ce qui concerne le transport non urgent des malades.

M. **Claude Eerdeken** (PS) : Tout parlementaire qui dépose une proposition estime qu'elle est utile et souhaite, bien entendu, la voir traiter rapidement.

Tout est urgent, dans cette optique. Ne dénaturons pas cette institution en revêtant de l'urgence toute proposition déposée.

M. **Marc Van Peel** (CVP) : Nous soutenons la demande d'urgence. Quoi de plus urgent, en effet, que le transport urgent de malades ?

M. **Gerolf Annemans** (VL.BLOK) : Je comprends le raisonnement de M. Eerdeken : hormis l'argent pour l'enseignement francophone, rien n'est urgent. *(Rires sur les bancs du VL. BLOK)*

M. **Hugo Coveliers** (VLD) : Cette proposition vise une modification assez substantielle du Code de commerce, et il faut en étudier minutieusement les répercussions possibles dans d'autres domaines.

– *L'urgence est rejetée par assis et levé*

M. **Karel van Hoorebeke** (VU) : Je demande l'attention pour la proposition de loi n° 111/1 de Mme Annemie Van de Casteele, de M. Alfons Borginon et de moi-même, modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Cette proposition de loi avait été déposée au cours de la législature précédente et elle a été déposée et imprimée une nouvelle fois le 4 octobre dernier. Si notre demande d'urgence est acceptée, elle pourrait être examinée en commission dès la semaine prochaine. Je demande également de solliciter sans attendre l'avis du Conseil d'État.

Le premier ministre a tendu une main aux partis d'opposition démocratiques et nous entendons coopérer de manière constructive. L'occasion nous en est présentée offerte.

Le **président** : Je crois qu'un projet de loi est en préparation en cette matière.

M. **Karel Van Hoorebeke** (VU-ID) : Notre procédé permettrait d'aller plus vite encore.

M. **Daniel Bacquelaine** (PRL FDF MCC) : En cette matière, il faut soutenir la demande du gouvernement.

Le projet de loi du gouvernement sera soumis incessamment au Conseil d'État, qui rendra son avis rapidement, vraisemblablement la semaine prochaine.

Il est donc exclu d'accorder l'urgence dans pareil cas.

M. **Marc Van Peel** (CVP) : Le président de la Chambre doit faire preuve d'impartialité et traiter de la même manière toutes les propositions des députés.

Le **président** : Lorsqu'un projet de loi et une proposition de loi traitent du même sujet, ils sont examinés conjointement. J'ai demandé à M. Van Hoorebeke s'il maintenait sa demande d'urgence. Nous allons voter sur cette demande.

M. **Hugo Coveliers** (VLD) : Le gouvernement soumettra un projet de loi pour avis au Conseil d'État. Envoyons aussi cette proposition au Conseil de sorte qu'il puisse examiner les deux textes et que le projet et la proposition puissent être traités ensemble, et rapidement.

M. **Karel Van Hoorebeke** (VU-ID) : Le président est-il dès lors disposé à transmettre la proposition pour avis au Conseil d'État ?

Le **président** : Oui. Pas d'objection ? (*Non*)

Il en sera donc ainsi.

Mme **Colette Burgeon** (PS) : Les discussions ayant lieu dans le cadre des prises en considération aujourd'hui étaient assez masculines. Je souhaite y ajouter une voix féminine.

J'ai déposé une proposition de loi relative à la création et à l'organisation au sein du ministère de la Justice d'un Fonds des créances alimentaires (n°19/1).

Vu les nombreuses demandes d'urgence déposées, je trouve qu'il y a urgence également pour ce projet, et ce d'autant plus qu'une proposition de loi fut déjà déposée au cours de la précédente législature, sur le même sujet, par le PS, le PRL FDF et le PSC.

M. **Fred Erdman** (SP) : Je peux rassurer Mme Burgeon en ce qui concerne la rapidité avec laquelle la proposition de loi sera examinée en commission.

Le **président** : Vous insistez toujours, Madame Burgeon ?

Mme **Colette Burgeon** (PS) : J'espère que cette proposition sera rapidement traitée.

Le **président** : Mme Burgeon retire donc sa demande d'urgence.

L'incident est clos.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS DES MEMBRES SUPPLÉANTS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le **président** : Je vous propose de procéder à la vérification des pouvoirs des membres suppléants pour le Parlement européen dont l'admission avait été ajournée.

M. Luc Sevenhans, rapporteur de la commission spéciale, chargée de vérifier la validité des opérations électorales et les réclamations relatives aux élections euro-

péennes du 13 juin 1999, propose l'admission des suppléants suivants :

Collège électoral néerlandophone :

Mme Alexandra Colen

Mme Christel Crauwels

M. Bjorn Cuyt

M. Erik Derycke

M. Ludovic Dierickx

M. Saïd El Khadraoui

M. Alfred Jans

Mme Anne Ooms

Mme Jenny Pintelon

Mme Brigitte Smessaert

Mme Kathleen Van Brempt

Mme Betty Van Der Elst-De Groot

M. Walter Verbeke

M. Thierry Verhelst

Collège électoral francophone :

M. Vincent Decroly

M. Philippe Hanin

M. Laurent Ledoux

Mme Françoise Scheepers

M. Pascal Vancraeynest

M. Natalino Zidda

La commission a pris connaissance du résultat du recomptage effectué par les services du ministre de l'Intérieur des votes de préférence attribués à M. Bertouille.

La commission propose d'informer l'intéressé du résultat du recomptage.

La Chambre est-elle d'accord d'adopter les conclusions du rapport complémentaire de la commission, qui seront insérées au Compte rendu analytique et aux Annales ?

Pas d'observation ? (*Non*)

En conséquence, je proclame membres suppléants les élus dont l'admission est proposée en cette qualité.

Il sera communiqué au Parlement européen que la vérification des pouvoirs des membres effectifs et suppléants, élus en Belgique, est clôturée.

DÉCÈS DE M. PAUL DE STEXHE, ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT, DE M. JUSTIN GASPAR, ANCIEN QUESTEUR, ET DE MME MARIE NYS, ANCIEN MEMBRE DE LA CHAMBRE

Le **président** (devant la Chambre debout) : La Chambre a appris la disparition de M. Paul de Stexhe, qui fut secrétaire d'État à la Culture française en 1965 et 1966, sous le gouvernement Harmel-Spinoy.

C'est au Sénat, de 1958 à 1981, que se déroula toute la carrière parlementaire de Paul de Stexhe. Il y représenta l'arrondissement de Charleroi-Thuin dans les rangs du PSC.

Juriste de formation, il participa très activement aux travaux de révision de la Constitution de l'époque.

Il portait aussi un intérêt tout particulier aux matières relatives à l'enseignement.

Il fut président du Conseil culturel de la Communauté française de 1977 à 1979. Il siégea également au Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : Le gouvernement s'associe à l'éloge funèbre de M. de Stexhe.

Le **président** : La Chambre a encore appris le décès de notre ancien collègue, M. Justin Gaspar, qui représenta l'arrondissement d'Arlon – Marche-en-Famenne – Bastogne dans notre assemblée de 1946 à 1965. Justin Gaspar fut questeur de la Chambre. Il appartenait à la famille sociale-chrétienne.

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : Le gouvernement s'associe à l'hommage rendu par M. le président.

Le **président** : Enfin nous devons également déplorer la disparition à l'âge de 41 ans de Mme Marie NYS, député Écolo de la circonscription électorale de Bruxelles – Hal – Vilvorde, qui a siégé dans notre assemblée du 20 avril dernier jusqu'à la fin de la législature précédente. Mme Nys était licenciée en droit et chercheuse à l'ULB. Elle est malheureusement décédée dans un accident de la circulation.

En votre nom, j'ai adressé aux familles les condoléances émues de notre assemblée.

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : Le gouvernement s'associe aux condoléances de l'Assemblée.

Le **président** : Je vous invite à observer une minute de silence à la mémoire des défunts. (*La Chambre debout observe une minute de silence*)

VOTES NOMINATIFS

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur la motion de confiance déposée par le premier ministre à l'issue de la déclaration du gouvernement.

M. **Stefaan De Clerck** (CVP) : Le CVP n'accorde pas sa confiance à ce gouvernement ni aucun crédit à la déclaration gouvernementale. Nous nous réjouissons évidemment de la nouvelle marge de manoeuvre budgétaire qui a été dégagée en grande partie grâce au CVP. La question est de savoir si l'on utilisera de façon opportune les possibilités budgétaires qui s'offrent aujourd'hui. Le CVP dit : en réalité, le gouvernement ne peut déjà pas se permettre de promettre tous ces cadeaux.

Le CVP aurait sans nul doute choisi d'autres options. Je songe notamment à une politique délibérément favorable aux familles et à la suppression des discriminations, thèmes qui n'intéressent pas le gouvernement. C'est dommage. Le gouvernement a fait plus de 760 promesses. S'il ne joint pas le geste à la parole, il perdra vite toute crédibilité.

Le premier ministre nous a invités à mener une opposition constructive et à collaborer avec lui. Mais, au cours des derniers mois, il nous a laissés chaque fois sur la touche. Notamment dans les dossiers des accords octopartites, de la bioéthique et de la réforme de l'État. Par conséquent, il nous sera vraiment difficile de collaborer avec ce gouvernement. Il est totalement exclu que nous lui accordions notre confiance. (*Applaudissements sur les bancs du CVP*)

M. **Richard Fournaux** (PSC) : Le groupe PSC ne vous accordera pas sa confiance. Vous vous y attendiez, je suppose.

Je ne vais pas réargumenter puisque nos raisons ont déjà été exposées par M. Poncelet et, dans sa réplique, par Mme Joëlle Milquet, notre présidente.

Il y a trois mois, vous avez présenté, monsieur le premier ministre, votre partition de "L'hymne à la voie vers le 21ème siècle". Vous avez donné la note avec brio.

Depuis trois mois, votre orchestre a surtout fait entendre une grande cacophonie. Il est vrai qu'il n'est pas aisé de mettre ensemble de si grands musiciens venus d'horizons si différents.

Après trois mois de répétitions, une nouvelle partition a été présentée : l'hymne au changement de cap. Sur la base de cette nouvelle partition, nous avons le devoir de vous prévenir qu'il faudra vous attendre à quelques grincements de dents du côté des solistes, des violons et des instruments à vent...

Monsieur le premier ministre, vous devez reconnaître que votre gouvernement bénéficie du produit des efforts consentis depuis quinze ans par la population.

Ne gaspillez pas, s'il vous plaît, le fruit de ces efforts.

Nous vous demandons de ne pas sacrifier les générations futures.

Nous serons vigilants à ce sujet.

La première de votre orchestre aura lieu lors de la discussion du budget. Il vous reste un peu de temps pour retrouver l'harmonie.

Nous espérons que ce n'est pas le début du "Chant du cygne" pour les générations futures. *(Applaudissements sur les bancs PSC et CVP)*

M. **Francis Van den Eynde** (VL. BLOK) : Nul ne sait mieux que le CVP qu'il y a plus de réjouissances dans les cieux pour un pécheur qui se repent que pour cent justes. Je me réjouis, dès lors, de la conversion du CVP : enfin, les démocrates chrétiens comprennent que, dans ce pays, les familles sont victimes d'une discrimination sur le plan fiscal. Lorsque le CVP, avec d'autres, était au pouvoir, il ne s'est guère préoccupé de cette injustice. *(Protestations sur les bancs du CVP)*

La politique menée par la majorité est confuse et chaotique. Les mesures qu'elle a prises en matière d'asile équivalent, ni plus ni moins, à une véritable politique de régularisation. La situation de dizaines de milliers de clandestins sera régularisée d'un trait de plume. Le plan de sécurité du VLD est déjà lettre morte.

Hier, M. Annemans a évoqué, à propos du gouvernement, l'image d'un tricycle bringuebalant qui, chargé à l'excès, avance cahin-caha, d'obstacle en obstacle, jusqu'au jour où il finira sa course au fond d'un ravin. En ce qui nous concerne, le plus vite sera le mieux. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok)*

Le **président** : Le délai de 48 heures qui a commencé de courir au moment du dépôt de la motion de confiance n'ayant pas encore expiré, je dois reporter le vote de dix minutes au moins.

– La séance est suspendue à 15 h 20.

– Elle est reprise à 15 h 30.

– La motion de confiance déposée par le premier ministre à l'issue de la déclaration du gouvernement est adoptée par 90 voix contre 51 et 1 abstention.

(Vote nominatif n° 1 – Le détail du vote figure en annexe)

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

Mme **Géraldine Pelzer-Salandra** (Écolo-Agalev) : Il y a un problème. L'appareil de vote ne fonctionne pas correctement, semble-t-il.

J'ai voté oui.

Mme **Michèle Gilkinet** (Écolo Agalev) : Moi aussi.

M. **Jean-Pierre Detremmerie** (PSC) : J'avais pairé avec M. Denis D'hondt, mais il est quand même présent !

M. **Jef Tavernier** (Agalev-Écolo) : Il se pose peut-être un problème technique. Trois personnes ont voté mais les lampes correspondantes ne se sont pas allumées sur le tableau. *(Rires)*

Le **président** : Je ferai vérifier cela.

L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– M. Geert Bourgeois sur "la nomination de trois commissaires du gouvernement" (n° 1) ;

– M. Gerolf Annemans sur "la nomination de trois commissaires du gouvernement" (n° 2) ;

– M. Pieter De Crem sur "la nomination de trois commissaires du gouvernement" (n° 3) ;

– Mme Joëlle Milquet sur "la nomination de trois commissaires du gouvernement" (n° 4).

(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 22 juillet 1999).

Quatre motions ont été déposées (n° 25/1) :

– une première motion de recommandation a été déposée par MM. Jan Mortelmans, Koen Bultinck et Gerolf Annemans ;

– une motion de méfiance a été déposée par Mme Joëlle Milquet et M. Pieter De Crem ;

– une deuxième motion de recommandation a été déposée par MM. Karel Van Hoorebeke, Mme Frieda Brepoels et M. Geert Bourgeois ;

– une motion pure et simple a été déposée par MM. Hugo Coveliers, Mme Fauzaya Talhaoui et Mme Géraldine Pelzer-Salandra, MM. Denis D'hondt et Charles Janssens.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Mme **Joëlle Milquet** (PSC) : Pour toutes les motions que nous allons voter aujourd'hui, la majorité a déposé des motions pures et simples, alors que l'opposition avait déposé des motions de recommandation.

En ce qui concerne les motions pures et simples, nous ne pouvons pas les voter car nous sommes contre la désignation de commissaires.

Il s'agit là de l'application d'un principe de dilution des pouvoirs.

Cela renforce le non-contrôle du Parlement sur le gouvernement.

Enfin, un des commissaires reste, en outre, parlementaire ; cette pratique est illégale car elle contrevient à la fois à la nouvelle culture politique, au Règlement et à l'article 51 de la Constitution.

M. **Yves Leterme** (CVP) : Ce gouvernement éprouve de réelles difficultés à respecter la séparation des pouvoirs. La présence et le vote de M. Picqué dans cet hémicycle constitue une infraction à l'article 51 de la Constitution.

Lors de l'examen de ce point, le 23 juillet dernier, dans cette enceinte, le ministre Daems avait déclaré que M. Picqué n'était pas rétribué pour sa mission de commissaire du gouvernement.

Le même jour, cependant, le Conseil des ministres a décidé d'accorder au commissaires du gouvernement un crédit de 2,9 millions. Le ministre Daems nous aurait-il menti ?

M. **Gerolf Annemans** (VL. BLOK) : J'estime que le vote de confiance n'est pas valable puisque le commissaire du gouvernement Picqué a participé au vote.

– La motion pure et simple est adoptée par 89 voix contre 49 et 5 abstentions.

(Vote nominatif n° 2 – Le détail du vote figure en annexe)

M. **Paul Tant** (CVP) : Je me suis abstenu pour rappeler à la Chambre que, dans une vie antérieure, le secrétaire d'État M. Deleuze s'est toujours opposé au principe des motions pures et simples. Les Verts semblent déjà l'avoir oublié.

M. **Jan Mortelmans** (VL. BLOK) : Il n'est manifestement plus question de nouvelle culture politique. Les Verts ont opéré un revirement complet. Nous avons dès lors décidé de reprendre la proposition des Verts visant à supprimer la motion pure et simple.

M. **Gerolf Annemans** (VL. BLOK) : Je me suis abstenu car je conteste la valeur juridique du vote de confiance. Je tenais à le confirmer formellement à cette tribune. La présence de M. Picqué rend le vote illégal.

M. **Jef Tavernier** (Agalev-Écolo) : Il est bon que le CVP puisse se rappeler aussi clairement les événements de la défunte législature. *(Applaudissements sur les bancs d'Agalev-Écolo)*

Ce n'est pas parce que les Verts sont dans la majorité qu'ils approuvent la technique de la motion pure et simple. *(Exclamations sur les bancs du Vlaams Blok)*

Les présidents des groupes de la majorité sont disposés à consacrer une discussion approfondie au système des motions en vue d'une éventuelle modification du règlement.

Pour l'heure, nous soutenons la motion pure et simple. *(Rires sur les bancs du Vlaams Blok et du CVP)*

Mme Dardenne et moi-même allons nous abstenir en tant que chefs de groupe. *(Tumulte)*

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– Mme Frieda Brepoels sur :

– "l'évolution de la crise de la dioxine et la confusion qui résulte de l'attitude du gouvernement" (n° 6) et "les analyses des aliments de la firme Dossche de Zolder" (n° 9) ;

– M. Stefaan De Clerck sur "les récentes péripéties dans le traitement de la crise de la dioxine" (n° 7) ;

– M. Gerolf Annemans sur "les récentes prises de position du gouvernement face à la crise de la dioxine et leurs répercussions" (n° 8).

(développées en réunion publique des commissions réunies de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles

nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture et de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société du 9 septembre 1999).

Trois motions ont été déposées (n° 25/2) :

– une motion de méfiance a été déposée par M. Gerolf Annemans ;

– une motion de recommandation a été déposée par M. Stefaan De Clerck, Mme Frieda Brepoels et M. Richard Fournaux ;

– une motion pure et simple a été déposée par Mmes Anne Barzin, Martine Dardenne, Colette Burgeon, Maggie De Block et M. Peter Vanhoutte.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

M. Richard Fournaux (PSC) : Le PSC ne votera pas la motion pure et simple car la crise de la dioxine a entraîné un coût de 100 milliards.

Le premier ministre a inscrit 15 milliards dans son budget en faveur du secteur touché. Qui en a bénéficié ?

Toutes les mesures de soutien au secteur touché ont-elles été prises ?

Quelle était la véritable ampleur du problème de la dioxine ?

A-t-il vraiment existé ?

Certains, lors des élections, n'en auraient-ils pas exagéré l'ampleur ?

– La motion pure et simple est adoptée par 91 voix contre 51 et 3 abstentions.

(Vote nominatif n° 3 – Le détail du vote figure en annexe)

M. Raymond Langendries (PSC) : Je me suis abstenu car je suis étonné par le talent d'équilibriste d'Agalev-Écolo, particulièrement à l'occasion de ce vote.

Mme Dardenne était en effet signataire de la motion pure et simple. Or, elle s'abstient !

Ces exercices d'équilibriste seront intéressants à suivre.

(Applaudissements sur les bancs PSC-CVP)

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Bart Laeremans sur "la lutte contre la délinquance juvénile à Bruxelles" (n° 11).

(développée en réunion publique de la commission de la Justice du 14 septembre 1999).

Deux motions ont été déposées (n° 25/3) :

– une motion de recommandation a été déposée par M. Bart Laeremans ;

– une motion pure et simple a été déposée par MM. Guy Hove, Erik Derycke, Charles Michel, André Frédéric et Mmes Fauzaya Talhaoui et Kathleen van der Hoof.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Nous ne soutiendrons pas la seule motion de recommandation qui émane du Vlaams Blok.

Nous ne pouvons non plus soutenir la motion pure et simple, c'est pourquoi nous nous abstenons.

Nous reproduirons cette même attitude à l'avenir dans les mêmes circonstances.

– La motion pure et simple est adoptée par 91 voix contre 42 et 12 abstentions.

(Vote nominatif n° 4 – Le détail du vote figure en annexe)

M. Paul Tant (CVP) : Je me suis abstenu parce que je souhaiterais obtenir des éclaircissements à propos de ce que M. Tavernier a dit tout à l'heure. Est-il exact qu'un accord ait été conclu entre les chefs de groupe de la majorité pour modifier notre Règlement en ce qui concerne les motions ? Je présume qu'il n'en est rien.

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– M. Geert Bourgeois sur "la législation linguistique en matière judiciaire" (n° 22) ;

– M. Bart Laeremans sur "la législation relative à l'emploi des langues en matière judiciaire et les tribunaux bruxellois" (n° 28).

(développées en réunion publique de la commission de la Justice du 14 septembre 1999).

Trois motions ont été déposées (n° 25/4) :

– une première motion de recommandation a été déposée par M. Geert Bourgeois et Mme Frieda Brepoels ;

– une deuxième motion de recommandation a été déposée par MM. Bart Laeremans et Gerolf Annemans ;

– une motion pure et simple a été déposée par MM. André Frédéric, Guy Hove, Erik Derycke et Charles Michel et Mmes Kathleen van der Hoof, Fientje Moerman et Fauzaya Talhaoui.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Mme **Joëlle Milquet** (PSC) : Le PSC s'abstiendra car il est opposé au contenu de cette motion à savoir la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Le gouvernement a décidé la création d'une commission en cette matière, ce qui risque d'"encommissionner" le problème.

Il aurait été préférable de donner à la Justice les moyens de faire respecter les lois.

A ce propos, je rappelle qu'à Bruxelles, entre autres choses, il manque au Parquet 22 personnes. Avant de changer les procédures, faisons travailler les juges. *(Applaudissements sur les bancs du PSC)*

M. **Bart Laeremans** (VL. BLOK) : Je souligne que les responsables politiques francophones sont coresponsables du malaise dans la justice bruxelloise car ils ont refusé pendant des années d'appliquer la législation linguistique.

Actuellement, à la satisfaction générale, le barreau bruxellois est scindé de fait. C'est la meilleure preuve qu'une scission vaut mieux qu'une cohabitation artificielle. *(Applaudissements sur les bancs du VL. BLOK)*

M. **Geert Bourgeois** (VU-ID) : Voilà que Mme Milquet avance soudain un nouvel argument : la procédure accélérée. Cette procédure ne peut servir de prétexte pour ne pas respecter la législation linguistique. Seule une scission peut offrir une solution.

– La motion pure et simple est adoptée par 91 voix contre 43 et 11 abstentions.

(Vote nominatif n° 5 – Le détail du vote figure en annexe)

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– M. Karel Van Hoorebeke sur

– "l'afflux incessant de réfugiés kosovars" (n° 13) ;

– "les demandes d'asile des passagers clandestins" (n° 39) ;

– "la situation des demandeurs d'asile" (n° 48) ;

– M. Pieter De Crem sur "la problématique des réfugiés" (n° 20) ;

– Mme Joëlle Milquet sur "la politique d'immigration" (n° 37) ;

– M. Gerolf Annemans sur "la politique d'asile en général et le rapatriement de demandeurs ayant épuisé la procédure en particulier" (n° 54) ;

– M. Vincent Decroly sur "la détention d'enfants dans des centres fermés et la détention de certains demandeurs d'asile au-delà de 5 mois dans ces mêmes centres, sur l'opportunité de renoncer à expulser des réfugiés de guerre et sur les critères d'une opération efficace de régularisation de personnes sans-papier" (n° 53) ;

– M. Francis Van den Eynde sur "l'afflux de réfugiés à Gand" (n° 49).

(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 28 septembre 1999).

Quatre motions ont été déposées (n° 25/5) :

– une première motion de recommandation a été déposée par MM. Francis Van den Eynde et Gerolf Annemans ;

– une deuxième motion de recommandation a été déposée par MM. Pieter De Crem, Daniël Vanpoucke, Mme Joëlle Milquet et M. Karel Van Hoorebeke ;

– une troisième motion de recommandation a été déposée par Mme Joëlle Milquet ;

– une motion pure et simple a été déposée par MM. Denis D'hondt, Willy Cortois, Tony Smets, Mme Marilou Vanden Poel-Welkenhuysen et MM. Charles Janssens et Jan Peeters.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

M. **Francis Van den Eynde** (VL. BLOK) : Mme Milquet a signé deux motions différentes. Est-ce acceptable ?

Mme **Joëlle Milquet** (PSC) : Rien, dans le Règlement, n'interdit de déposer deux motions de recommandation, surtout si, comme c'est le cas, elles sont complémentaires.

Le groupe PSC ne peut voter la motion pure et simple car il ne peut soutenir la politique du gouvernement. Outre la suppression de la possibilité de détenir des enfants, nous avons demandé la mise en conformité de

la politique gouvernementale avec l'actuel article 9 alinéa 3. Si cela avait été fait à l'époque, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Je m'étonne en outre que le groupe Écolo-Agalev n'ait pas contresigné la motion de recommandation, qui rencontre plusieurs points auxquels ils sont sensibles dans leur programme.

M. Vincent Decroly (Écolo-Agalev) : Le 28 septembre dernier, en réponse à des interpellations, le ministre de l'Intérieur a annoncé l'opération concernant des ressortissants slovaques réputés volontaires pour retourner dans leur pays. Nous savons aujourd'hui de quoi il retournait : une scandaleuse déportation, suivie d'un camouflet à la Cour européenne des droits de l'homme.

On sait que les Roms slovaques sont fréquemment victimes d'attaques de skinheads avec, semble-t-il, la complicité de la police locale. Il paraît certain que les Roms slovaques font l'objet de scandaleuses persécutions.

Je voudrais que nous continuions à nous pencher sur la transparence et sur le respect que notre gouvernement doit à la Cour de Strasbourg.

Mon vote sera négatif sur cet aspect de l'action gouvernementale.

(Applaudissements sur les bancs de la Volksunie, du PSC et du CVP)

M. Marc Van Peel (CVP) : J'ai déjà dénoncé hier cette bévue gouvernementale. Je comprends que M. Decroly ne se sente pas bien dans sa peau. Mais il est inadmissible qu'il cherche à tout prix à préserver sa virginité en laissant le sale boulot aux autres. *(Applaudissements sur les bancs du CVP)*

Avant-hier, M. Di Rupo s'est démarqué lui aussi de l'intervention du gouvernement dans ce dossier. Vous parlez d'une cohésion gouvernementale !

– La motion pure et simple est adoptée par 88 voix contre 52 et 3 abstentions.

(Vote nominatif n° 6 – Le détail du vote figure en annexe)

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– M. Gerolf Annemans sur "la licence d'exportation de matériel nucléaire accordée à la société Alstom" (n° 16) ;

– M. Pieter De Crem sur "la prorogation d'une licence d'exportation accordée à la société Alstom" (n° 19) ;

– M. Ferdy Willems sur "l'accord concernant la livraison de matériel nucléaire au Pakistan" (n° 41).

(développées en réunion publique des commissions réunies de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture et des Relations extérieures du 28 septembre 1999).

Deux motions ont été déposées (n° 25/6) :

– une motion de recommandation a été déposée par MM. Gerolf Annemans et Jaak Van den Broeck ;

– une motion pure et simple a été déposée par Mmes Anne Barzin, Muriel Gerkens, Fientje Moerman et MM. Bruno Van Grootenbrulle et Henk Verlinde.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

– La motion pure et simple est adoptée par 90 voix contre 41 et 11 abstentions.

(Vote nominatif n° 7 – Le détail du vote figure en annexe)

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– Mme Frieda Brepoels sur "la proposition de libéraliser anticipativement le marché de l'électricité" (n° 17) ;

– Mme Simonne Creyf sur "la libéralisation du marché de l'électricité" (n° 58).

(développées en réunion publique de la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 28 septembre 1999).

Deux motions ont été déposées (n° 25/7) :

– une motion de recommandation a été déposée par Mme Simonne Creyf ;

– une motion pure et simple a été déposée par Mmes Anne Barzin et Muriel Gerkens et MM. Peter Vanhoutte et Arnold Van Aperen.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Mme **Simonne Creyf** (CVP) : Le gouvernement a l'intention d'accélérer la libéralisation du secteur de l'électricité. En fait, cette libéralisation est en panne depuis le 13 juin. Le gouvernement a créé une commission d'experts et attend son rapport. Combien de temps l'attendra-t-

il ? Notre motion de recommandation demande la constitution rapide de la commission de régularisation du secteur de l'électricité, la désignation du gestionnaire de réseau et la fixation de la structure des tarifs. Sans ces trois éléments majeurs, la libéralisation restera lettre morte et la loi sera vidée de sa substance.

– La motion pure et simple est adoptée par 91 voix contre 52 et 2 abstentions.

(Vote nominatif n° 8 – Le détail du vote figure en annexe)

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– Mme Joëlle Milquet sur "la réforme des polices" (n° 43) ;

– M. Jo Vandeurzen sur "la mise en oeuvre de la réforme des services de police" (n° 69).

(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 5 octobre 1999).

Deux motions de recommandation ont été déposées dans l'ordre chronologique suivant (n° 25/8) :

– une motion de recommandation a été déposée par MM. Pieter De Crem, Daniël Vanpoucke, Jo Vandeurzen, Marcel Hendrickx, Mme Joëlle Milquet et M. Karel Van Hoorebeke ;

– une deuxième motion de recommandation a été déposée par MM. François-Xavier de Donnea, Claude Eerdeken, Peter Vanvelthoven, Mmes Géraldine Pelzer-Salandra et Marie-Christine Grauwels et M. Willy Cortois.

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

Les interpellateurs ont tous déposé une motion.

Je mets donc aux voix la motion de recommandation de MM. Pieter De Crem, Daniël Vanpoucke, Jo Vandeurzen, Marcel Hendrickx, Mme Joëlle Milquet et M. Karel Van Hoorebeke.

M. **Daniel Vanpoucke** (CVP) : Le groupe octopartite avait exprimé sa volonté de voir la réforme des polices mise en place rapidement. La plus grande incertitude

régne actuellement au sein des corps de police et des administrations communales. Le gouvernement doit informer toutes les parties concernées – et donc également la Chambre – sur l'avancement de ce dossier.

Le CVP a participé activement à la préparation de l'accord et souhaite également être associé activement à sa mise en oeuvre. J'espère qu'à cet égard, le gouvernement ne reproduira pas le scénario auquel nous avons assisté dans le dossier des demandeurs d'asile.

M. **Gerolf Annemans** (VL. BLOK) : La motion déposée par le CVP et d'autres propose de poursuivre le travail avec les partis associés à la concertation octopartite, ce qui n'est pas démocratique. Dès lors, nous appuyerons la motion de M. Eerdeken.

– La motion de recommandation de M. Pieter De Crem et consorts est rejetée par 107 voix contre 37 et 1 abstention.

(Vote nominatif n° 9 – Le détail du vote figure en annexe)

Le **président** : La motion de recommandation est rejetée. Par conséquent, la Chambre peut se prononcer sur la deuxième motion de recommandation.

Je mets donc aux voix la motion de recommandation de MM. François-Xavier de Donnea, Claude Eerdeken, Peter Vanvelthoven, Mmes Géraldine Pelzer-Salandra et Marie-Christine Grauwels et M. Willy Cortois.

– La motion de recommandation de M. François-Xavier de Donnea et consorts est adoptée par 101 voix contre 27 et 9 abstentions.

(Vote nominatif n° 10 – Le détail du vote figure en annexe)

M. **Willy Cortois** (VLD) : J'ai voté oui.

M. **Claude Eerdeken** (PS) : Moi également.

Le **président** : Dont acte.

PROJET D'ORDRE DU JOUR POUR LA SEMAINE PROCHAINE

Le **président** : La proposition d'ordre du jour pour les séances plénières de la semaine prochaine a été distribuée aux membres. S'il n'y a pas d'observation, je considère que cette proposition est adoptée.

La proposition d'ordre du jour pour la semaine prochaine sera insérée en annexe au *Compte rendu analytique*.

– *La séance est levée à 16 h 15.*

– *Prochaine séance plénière jeudi 21 octobre 1999 à 14 h 15.*

EXCUSÉS

Raisons de santé : M. José Canon

Devoirs de mandat : MM. Tony Van Parys, Jo Vandeurzen

Union interparlementaire : M. Jacques Lefevre

ANNEXE
SÉANCE PLÉNIÈRE
JEUDI 14 OCTOBRE 1999

ANNEXE 1

Communications

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER LA VALIDITÉ DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES ET LES RÉCLAMATIONS RELATIVES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 13 JUIN 1999

Présents :

- Mme Drion
- MM. Mortelmans et Schoofs
- M. Sevenhans, rapporteur-président

Mesdames, Messieurs,

1. Lors de la vérification de la validité des opérations électorales du 13 juin 1999 relatives à l'élection du Parlement européen, à laquelle votre commission a procédé le 14 juillet 1999, la Chambre a reporté – sur sa proposition – la validation de l'élection des candidats suppléants pour le Parlement européen suivants, désignés par le :

COLLEGE ELECTORAL NEERLANDOPHONE :

- Mme Pintelon (Jenny)
- M. Verbeke (Walter)
- Mme Smessaert (Brigitte)
- Mme Colen (Alexandra)
- Mme Crauwels (Christel)
- Mme Van Brempt (Kathleen)
- M. El Khadraoui (Saïd)
- M. Derycke (Erik)
- M. Dierickx (Ludovic)
- Mme Van Der Elst-De Groote (Betty)
- M. Jans (Alfred)
- Mme Ooms (Anne)

– M. Cuyt (Bjorn)

– M. Verhelst (Thierry)

COLLEGE ELECTORAL FRANCOPOHONE :

- Mme Scheepers (Françoise)
- M. Zidda (Natalino)
- M. Decroly (Vincent)
- M. Hanin (Philippe)
- M. Ledoux (Laurent)
- M. Vancraeynest (Pascal)

Votre Commission, qui a été mise, dans l'intervalle, en possession des documents nécessaires à la validation de l'élection des suppléants suivants, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant :

COLLEGE ELECTORAL NEERLANDOPHONE :

- Mme Pintelon (Jenny)
- M. Verbeke (Walter)
- Mme Smessaert (Brigitte)
- Mme Colen (Alexandra)
- Mme Crauwels (Christel)
- Mme Van Brempt (Kathleen)
- M. El Khadraoui (Saïd)
- M. Derycke (Erik)
- M. Dierickx (Ludovic)
- Mme Van Der Elst-De Groote (Betty)
- M. Jans (Alfred)
- Mme Ooms (Anne)
- M. Cuyt (Bjorn)

– M. Verhelst (Thierry)

COLLEGE ELECTORAL FRANCOPOHONE :

– Mme Scheepers (Françoise)

– M. Zidda (Natalino)

– M. Decroly (Vincent)

– M. Hanin (Philippe)

– M. Ledoux (Laurent)

– M. Vancraeynest (Pascal)

2. Votre commission a pris connaissance du résultat du recomptage effectué par les services du Ministre de l'Intérieur des votes de préférence attribués à M. Bertouille.

Le résultat de ce recomptage n'a pas d'influence sur la répartition des sièges, comme il a déjà été communiqué préalablement.

Dans les bureaux de dépouillement n^{os} 10, 11 et 17 du canton de Mouscron et dans le 4^{me} bureau de dépouillement du canton de Comines-Warneton, le nombre suivant de votes de préférence a été attribué en faveur de M. Bertouille :

MOUSCRON : nombre initial après recomptage

– bureau n^o 10 9 9

– bureau n^o 11 12 15

– bureau n^o 17 8 10

COMINES-WARNETON :

– bureau n^o 4 91 91

Le recomptage des votes de préférence attribués à M. Bertouille dans les bureaux de dépouillement n^{os} 2, 3, 6, 13, 15 et 17 du canton de Tournai n'a pas pu être exécuté.

Votre Commission propose d'informer l'intéressé du résultat du recomptage.

Le rapporteur-président,
L. SEVENHANS

PROPOSITIONS

Autorisation d'impression

(art. 64-2 du Règlement)

1. Proposition de loi (M. Claude Eerdekens) visant à compléter l'article 5 de la loi du 27 décembre 1994 por-

tant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, n^o 136/1.

2. Proposition de loi (M. Claude Eerdekens) modifiant l'article 7 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, n^o 137/1.

3. Proposition de loi (M. Claude Eerdekens) visant à modifier l'article 24bis de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, n^o 138/1.

4. Proposition de loi (MM. Thierry Giet, François Dufour et Patrick Moriau) visant à modifier l'article 121 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, n^o 139/1.

5. Proposition de loi (MM. Alfons Borginon et Karel Van Hoorebeke) modifiant l'article 47 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, n^o 140/1.

6. Proposition de loi (M. Gerolf Annemans et consorts) accordant la personnalité civile à l'enfant à naître, n^o 141/1.

7. Proposition (M. Alfons Borginon) de modification de l'article 99 du Règlement de la Chambre des représentants, n^o 142/1.

8. Proposition de loi (MM. Alfons Borginon et Ferdý Willems) modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, n^o 143/1.

9. Proposition de loi (MM. Alfons Borginon et Ferdý Willems) modifiant l'article 32 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, n^o 144/1.

10. Proposition de loi (M. Thierry Giet) modifiant les articles 1410 et 1412 du Code judiciaire, n^o 145/1.

11. Proposition de loi (M. Claude Eerdekens) relative à la lutte contre le travail des enfants, n^o 146/1.

12. Proposition de loi (M. Thierry Giet) modifiant l'article 2 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la charte de l'assuré social, n^o 147/1.

13. Proposition de loi (M. Thierry Giet) complétant l'article 102 du Code électoral, n^o 148/1.

14. Proposition de loi (M. Thierry Giet) portant suppression des tribunaux militaires en temps de paix, n° 149/1.

15. Proposition de loi (M. Thierry Giet) modifiant l'article 909 du Code civil, n° 150/1.

16. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne les réductions d'impôt pour épargne à long terme dans le cadre des contrats d'assurance-vie, n° 151/1.

17. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) complétant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, n° 152/1.

18. Proposition de loi (MM. Charles Janssens, Jean-Pol Henry et Thierry Giet) relative à l'organisation des fabriques des églises et à la gestion de leurs biens et revenus, n° 153/1.

19. Proposition de loi (M. Willy Cortois) modifiant l'article 2, § 1er, 2°, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, n° 154/1.

20. Proposition de loi (Mme Simonne Creyf) relative aux commissions de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation, n° 155/1.

21. Proposition de loi (M. Jef Valkeniers) modifiant l'article 20 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, n° 156/1.

22. Proposition de loi (Mme Joëlle Milquet) portant interdiction du clonage des êtres humains, et des interventions ayant pour but d'introduire des modifications dans le génome de la descendance, n° 157/1.

PRISE EN CONSIDÉRATION

Nous devons nous prononcer sur la prise en considération des propositions suivantes :

1. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) relative à la création et à l'organisation au sein du ministère de la Justice d'un Fonds des créances alimentaires, n° 19/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

2. Proposition de résolution (M. Ferdy Willems) relative à la condamnation à mort prononcée à l'encontre du leader kurde du PKK, M. Öcalan, n° 21/1

Renvoi à la commission des Relations extérieures

3. Proposition de loi (MM. Hubert Brouns et Jos Ansoms) visant à promouvoir l'utilisation de véhicules propres, n° 23/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

4. Proposition de loi (M. Hubert Brouns et Mme Simonne Creyf) créant une Agence fédérale de la sécurité alimentaire, n° 24/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

5. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) modifiant l'article 46 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, n° 26/1

Renvoi à la commission de la Justice

6. Proposition de loi (M. Jos Ansoms) modifiant les lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière en vue de réprimer les comportements asociaux et agressifs dans la circulation, n° 27/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

7. Proposition de loi (MM. Jos Ansoms et Hubert Brouns) modifiant la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, n° 28/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

8. Proposition de loi (M. Jos Ansoms) créant un Institut belge des transports ferroviaires, n° 29/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

9. Proposition de loi (M. Jos Ansoms) complétant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs par des dispositions relatives aux délais maximums dans lesquels l'assureur est tenu d'indemniser les dommages résultant de lésions corporelles subies lors d'un accident de la circulation, n° 30/1

Renvoi à la commission de la Justice

10. Proposition de loi (M. Jos Ansoms) modifiant l'article 619 du Code d'instruction criminelle, n° 31/1

Renvoi à la commission de la Justice

11. Proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) modifiant l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 33/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

12. Proposition de loi (M. Pieter De Crem) modifiant l'article 7 de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, n° 34/1

Renvoi à la commission de la Défense nationale

13. Proposition de loi (M. Pieter De Crem) insérant un article 10bis dans la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, n° 35/1

Renvoi à la commission de la Défense nationale

14. Proposition de loi (Mme Trees Pieters) modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, n° 36/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

15. Proposition (M. Geert Bourgeois) complétant le Règlement de la Chambre des représentants par un chapitre VIter relatif au comité d'avis pour le Code de déontologie, n° 37/1

Renvoi à la commission spéciale du Règlement et de la Réforme du Travail parlementaire

16. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) introduisant de nouveaux moyens de télécommunication dans la procédure judiciaire et extrajudiciaire, n° 38/1

Renvoi à la commission de la Justice

17. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) précisant l'obligation de motivation du juge, n° 39/1

Renvoi à la commission de la Justice

18. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) insérant une procédure rapide dans le Code d'instruction criminelle, n° 40/1 Pas d'observation ?

Renvoi à la commission de la Justice

19. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) abrogeant l'article 150, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, n° 41/1 Pas d'observation ?

Renvoi à la commission de la Justice

20. Proposition de loi (Mme Greta D'Hondt et M. Luc Goutry) modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux

allocations aux handicapés, en ce qui concerne le régime de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, n° 42/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

21. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) relative à l'agrément des associations de patients et à l'institution d'une Fédération pour la défense des intérêts des patients, n° 43/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

22. Proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) modifiant le taux de la TVA applicable à certains dispositifs médicaux, n° 44/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

23. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) complétant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en ce qui concerne le droit de plainte du patient, n° 45/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

24. Proposition de loi (M. Jo Vandeurzen) modifiant l'article 3, § 6, du livre III, titre VIII, chapitre II, section 2, du Code civil, n° 46/1

Renvoi à la commission de la Justice

25. Proposition de loi (M. Jos Ansoms) accélérant la répression des infractions routières par la perception d'amendes routières forfaitaires, n° 48/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

26. Proposition de loi (M. Jos Ansoms) créant un fonds fédéral pour la mobilité durable, n° 49/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

27. Proposition de loi (M. Stefaan De Clerck) complétant les dispositions du Code civil relatives aux contrats d'entreprise et de sous-traitance, n° 50/1

Renvoi à la commission de la Justice

28. Proposition de loi (M. Dirk Pieters) modifiant l'article 5 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, n° 51/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

29. Proposition de loi (Mme Annemie Van de Casteele) modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et complétant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, n° 52/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

30. Proposition de loi (Mme Annemie Van de Casteele) modifiant l'article 56 de la loi électorale communale du 4 août 1932, n° 53/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

31. Proposition de loi (MM. Stefaan De Clerck, Jozef Van Eetvelt et Jos Ansoms) modifiant la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, n° 54/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

32. Proposition de résolution (Mme Simonne Creyf) relative au dépôt définitif des déchets radioactifs de catégorie A, n° 55/1

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

33. Proposition de résolution (M. Jos Ansoms) relative aux abonnements aux transports ferroviaires, n° 56/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

34. Proposition de loi (M. Luc Goutry) modifiant l'article 2, § 2, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, n° 57/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

35. Proposition de loi (M. Luc Goutry) modifiant l'article 21 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, n° 58/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

36. Proposition de loi (M. Pieter De Crem) modifiant l'article 14 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, n° 59/1

Renvoi à la commission des Relations extérieures

37. Proposition de loi (Mme Simonne Creyf) relative à la protection des particuliers lors des transactions immobilières, nr. 60/1

Renvoi à la commission de la Justice

38. Proposition de loi (M. Luc Goutry) modifiant les articles 12 et 104 du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 61/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

39. Proposition de loi (MM. Yves Leterme et Hubert Brouns) insérant un article 156bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992, n° 62/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

40. Proposition de loi (MM. Hubert Brouns et Yves Leterme) insérant un article 156bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992, n° 63/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

41. Proposition de loi (Mme Simonne Creyf) modifiant, en ce qui concerne le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 32 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, n° 64/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

42. Proposition de loi (M. Mark Eyskens) créant un Centre de concertation et d'avis sur les valeurs, n° 65/1

Renvoi à la commission de la Justice

43. Proposition de loi (M. Pieter De Crem) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les procédures d'obtention de la qualité de réfugié, n° 66/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

44. Proposition de loi (MM. Jo Vandeurzen, Servais Verherstraeten et Tony Van Parys) relative à la médiation en matière de divorce, n° 67/1

Renvoi à la commission de la Justice

45. Proposition de loi (M. Pieter De Crem) relative au calcul de l'incidence financière des programmes électoraux, n° 68/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

46. Proposition de loi (M. Pieter De Crem) instaurant une carte de légitimation uniforme, n° 69/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

47. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) relative au contrat de soins médicaux et aux droits du patient, n° 70/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

48. Proposition de loi (M. Jo Vandeurzen) modifiant l'article 3 de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques en ce qui concerne les traitements de substitution, n° 71/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

49. Proposition de loi (M. Jozef Van Eetvelt) simplifiant les formalités administratives imposées aux entreprises, n° 72/1

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

50. Proposition de loi (MM. Stefaan De Clerck et Luc Goutry) relative au statut social des artistes de spectacle, n° 73/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

51. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) modifiant l'article 32 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnité, et l'article 52 du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 74/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

52. Proposition de loi (M. Jos Ansoms) complétant l'article 44 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'exempter les prestations de services accomplies par les diététiciens, n° 75/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

53. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en vue d'instaurer une modulation écologique de la fiscalité automobile, n° 76/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

54. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) modifiant l'article 7 de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, n° 77/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

55. Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois et Karel Van Hoorebeke) modifiant les articles 75, 155 et 317 du Code d'instruction criminelle, n° 78/1

Renvoi à la commission de la Justice

56. Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois et Karel Van Hoorebeke) modifiant le cadre linguistique et le nombre des magistrats de la Cour de cassation, n° 79/1

Renvoi à la commission de la Justice

57. Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois, Alfons Borghinon et Karel Van Hoorebeke) insérant un article 992bis dans le Code judiciaire, n° 80/1

Renvoi à la commission de la Justice

58. Proposition de loi (MM. André Schellens, Dirk Van der Maelen et Patrick Lansens) instaurant une période d'interdiction de cinq ans pendant laquelle certaines personnes ne peuvent exercer aucune fonction dans l'industrie de l'armement, n° 81

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

59. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) créant l'Ordre des dentistes, n° 84/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

60. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) créant l'Ordre des médecins, n° 85/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

61. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) relative à l'Ordre des pharmaciens, n° 86/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

62. Proposition de loi (M. Jozef Van Eetvelt) modifiant les articles 78 et 79 du Code civil concernant la déclaration et les actes de décès, n° 87/1

Renvoi à la commission de la Justice

63. Proposition de loi (M. Jozef Van Eetvelt) modifiant le titre V, chapitre II, de la nouvelle loi communale, n° 88/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

64. Proposition de loi (M. Daniël Vanpoucke) modifiant l'article 15 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et l'article 71 de la nouvelle loi communale, n° 89/1

Renvoi à la commission de la Défense nationale

65. Proposition de loi (Mme Simonne Creyff) relative aux archives, n° 90/1

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

66. Proposition de loi (Mme Simonne Creyff) modifiant la loi provinciale, n° 91/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

67. Proposition de loi (Mme Simonne Creyff) modifiant l'article 132 de la nouvelle loi communale, n° 92/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

68. Proposition de loi (M. Frederik Erdman) relative aux problèmes de fin de la vie et à la situation du patient incurable, n° 93/1

Renvoi à la commission de la Justice

69. Proposition de loi (M. Frederik Erdman) modifiant l'article 232 du Code civil et l'article 1270bis du Code judiciaire, en ce qui concerne le divorce pour cause de séparation de fait, n° 94/1

Renvoi à la commission de la Justice

70. Proposition de loi (M. Luc Goutry) modifiant l'article 13 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, n° 95/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

71. Proposition de loi (MM. Luc Goutry et Jo Vandeurzen) garantissant l'accessibilité du prix de l'hébergement dans une maison de soins psychiatriques, n° 96/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

72. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 afin d'instaurer un privilège général sur les meubles en faveur des victimes d'infractions criminelles, n° 97/1

Renvoi à la commission de la Justice

73. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) modifiant, en ce qui concerne les intérêts dus sur la partie à rembourser de l'indemnité d'expropriation, l'article 18 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'article 21 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 98/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

74. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) modifiant le Code pénal en vue d'instaurer l'interdiction du droit de conduire un véhicule à moteur ou de piloter un bateau ou un avion, n° 99/1

Renvoi à la commission de la Justice

75. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) modifiant l'article 171, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 100/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

76. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) sanctionnant le recours téméraire ou vexatoire à la section d'administration du Conseil d'Etat, n°101/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

77. Proposition de loi (M. Vincent Decroly et Mmes Fauzaya Talhaoui et Michèle Gilkinet) relative aux demandeurs d'asile de moins de 18 ans non accompagnés, n° 102/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

78. Proposition de loi (M. Daniël Vanpoucke) relative à l'installation de caméras de surveillance et de sécurité sur la voie publique, n° 104/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

79. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) modifiant l'article 192 et abrogeant l'article 193 du Code civil, n° 105/1

Renvoi à la commission de la Justice

80. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) modifiant l'article 53, alinéa 3, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, n° 106/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

81. Proposition de loi (MM. Luc Goutry, Jo Vandeurzen et Jos Ansoms) modifiant la législation relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental, n° 107/1

Renvoi à la commission de la Justice

82. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) modifiant la deuxième partie, livre III, du Code judiciaire en ce qui concerne l'Ordre national des avocats, n° 108/1

Renvoi à la commission de la Justice

83. Proposition de loi (M. Danny Pieters) modifiant l'article 2, alinéa 5, du Code de commerce, n° 109/1

Renvoi à la commission chargée des problèmes de droit commercial et économique

84. Proposition de loi (M. Jo Vandeurzen) modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, pour ce qui concerne le tribunal du travail de Tongres, n° 110/1

Renvoi à la commission de la Justice

85. Proposition de loi (Mme Annemie Van de Casteele et MM. Karel Van Hoorebeke et Alfons Borginon) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 111/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

86. Proposition de résolution (MM. Jean-Pierre Viseur et Jef Tavernier) relative à l'ouverture de négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce, n° 112/1

Renvoi à la commission des Relations extérieures

87. Proposition de loi (Mme Annemie Van de Casteele et M. Geert Bourgeois) modifiant l'article 43^{quater} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, n° 113/1

Renvoi à la commission de la Justice

88. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue de modifier la dénomination des centres publics d'aide sociale, n° 114/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

89. Proposition de loi (M. Alfons Borginon) modifiant l'article 27 du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 115/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

90. Proposition de loi (MM. Charles Janssens et Jean-Pol Henry) créant un "Observatoire de la citoyenneté", n° 116/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

91. Proposition de loi (M. Claude Eerdeken) modifiant les articles 366 et 367 du Code judiciaire, n° 117/1

Renvoi à la commission de la Justice

92. Proposition de loi (M. Charles Janssens) visant à insérer un article 1741^{bis} dans le Code civil, n° 118/1

Renvoi à la commission de la Justice

93. Proposition de loi (M. Claude Eerdeken) modifiant la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion, n° 119/1

Renvoi à la commission de la Justice

94. Proposition de loi (M. Claude Eerdeken) tendant à uniformiser les délais d'opposition et d'appel tant en matière civile que répressive et introduisant la signification des jugements contradictoirement rendus en cette dernière matière, n° 120/1

Renvoi à la commission de la Justice

95. Proposition de loi (M. Claude Eerdeken) visant à abroger les articles 353 et 441 du Code judiciaire, n° 121/1

Renvoi à la commission de la Justice

96. Proposition de loi (M. Claude Eerdeken) modifiant l'article 447, alinéa 3, du Code pénal, n° 122/1

Renvoi à la commission de la Justice

97. Proposition de résolution (M. Claude Eerdeken) visant à mettre fin à l'imposition de charges nouvelles pour les villes et communes, n° 123/1

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

98. Proposition de loi (M. Jo Vandeurzen) relative à l'association de soins, n° 124/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

99. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, n° 125/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

INTERPELLATIONS

Demandes

Le Bureau a été saisi de demandes d'interpellation de :

– M. M. Jean-Marc Delizée au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la position belge à l'égard de la procédure mise

en place par l'Union européenne pour le rétablissement de l'administration locale au Kosovo".

(n° 94 – renvoi à la commission des Relations extérieures)

– M. Servais Verherstraeten au ministre de l'Intérieur sur "le fonctionnement de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire et de ses services".

(n° 95 – renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique)

– M. Ferdy Willems à la vice-premier ministre et ministre de la Mobilité et des Transports sur "la réduction des services aux voyageurs de Heizijde".

(n° 96 – renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques)

Retrait

Par lettre du 14 octobre 1999, M. Karel Van Hoorebeke me fait savoir qu'il retire son interpellation sur "le jugement du Conseil d'Etat concernant la régularisation des sans-papiers" (n° 86).

Pour information

COUR DE CASSATION

RAPPORT 1998-1999

Par lettre du 14 octobre 1999, le premier président de la Cour de cassation transmet, en application de l'article 136ter du Code judiciaire, le rapport annuel 1998-1999 de la Cour de cassation.

Dépôt au greffe, à la bibliothèque et renvoi à la commission de la Justice.

ORDRE DU JOUR DE LA SEMAINE PROCHAINE

JEUDI 21 OCTOBRE 1999 à 14 h 15

QUESTIONS ORALES

Scrutin pour la présentation de candidats à une place de conseiller (F) à la Cour de Cassation, n° 128/1

Prises en considération

(voir annexe)

VOTES NOMINATIFS

sur les motions éventuellement déposées en conclusion d'interpellations

ANNEXE 2

Détail des votes nominatifs

Le résultat de chaque vote nominatif ainsi que les déclarations après vote figurent dans le corps du „Compte rendu analytique” et des „Annales parlementaires”

Vote nominatif n° 1
Naamstemming nr. 1

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, Dardenne, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Tavernier, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hoof, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddingen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Clerck, De Crem, De Man, D'haeseleer, D'Hondt Greta, Eyskens, Féret, Fournaux, Goutry, Goyvaerts, Grafé, Hendrickx, Laeremans, Langendries, Leterme, Milquet, Mortelmans, Paque, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncellet, Schauvliege, Schoofs, Sevenhans, Smets André, Spinnewyn, Tant, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Viseur Jean-Jacques, Willems.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Detremmerie.

BIJLAGE 2

Detail van de naamstemmingen

De uitslag van elke naamstemming alsmede de verklaringen na sluiting van de stemming worden vermeld in het corpus van het „Beknopt Verslag” en van de „Parlementaire Handelingen”

Vote nominatif n° 2
Naamstemming nr. 2

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hoof, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddingen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Clerck, De Crem, De Man, Detremmerie, D'haeseleer, D'Hondt Greta, Eyskens, Féret, Fournaux, Goutry, Goyvaerts, Grafé, Hendrickx, Laeremans, Langendries, Leterme, Milquet, Paque, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncellet, Schauvliege, Schoofs, Sevenhans, Smets André, Spinnewyn, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Viseur Jean-Jacques, Willems.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Annemans, Dardenne, Mortelmans, Tant, Tavernier.

Vote nominatif n° 3
Naamstemming nr. 3

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddigen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteica, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Clerck, De Crem, De Man, Detremmerie, D'haeseleer, D'Hondt Greta, Eyskens, Féret, Fournaux, Goutry, Goyvaerts, Grafé, Hendrickx, Laeremans, Leterme, Milquet, Mortelmans, Paque, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncelet, Schaulvliege, Schoofs, Sevenhans, Smets André, Spinnewyn, Tant, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Viseur Jean-Jacques, Willems.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Dardenne, Langendries, Tavernier.

Vote nominatif n° 4
Naamstemming nr. 4

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer,

Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddigen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteica, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Clerck, De Crem, De Man, D'haeseleer, D'Hondt Greta, Eyskens, Féret, Goutry, Goyvaerts, Hendrickx, Laeremans, Leterme, Mortelmans, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Schaulvliege, Schoofs, Sevenhans, Spinnewyn, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Willems.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Dardenne, Detremmerie, Fournaux, Grafé, Langendries, Milquet, Paque, Poncelet, Smets André, Tant, Tavernier, Viseur Jean-Jacques.

Vote nominatif n° 5
Naamstemming nr. 5

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Van Grooten-

brulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddigen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Clerck, De Crem, De Man, D'haeseleer, D'Hondt Greta, Eyskens, Féret, Goutry, Goyvaerts, Hendrickx, Laeremans, Leterme, Mortelmans, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Schauvliege, Schoofs, Sevenhans, Spinnewyn, Tant, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Willems.

Se sont abstenus

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Dardenne, Detremmerie, Fournaux, Grafé, Langendries, Milquet, Paque, Poncelet, Smets André, Tavernier, Viseur Jean-Jacques.

Vote nominatif n° 6

Naamstemming nr. 6

Ont répondu oui

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, De Block, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddigen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Crem, Decroly, De Man, Detremmerie, D'haeseleer, D'Hondt Greta, Eyskens, Féret, Fournaux, Goutry, Goyvaerts, Grafé, Hendrickx, Laeremans, Langendries,

Leterme, Milquet, Mortelmans, Paque, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncelet, Schauvliege, Schoofs, Sevenhans, Smets André, Spinnewyn, Tant, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Viseur Jean-Jacques, Willems.

Se sont abstenus

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Dardenne, Genot, Tavernier.

Vote nominatif n° 7

Naamstemming nr. 7

Ont répondu oui

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddigen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Crem, De Man, D'haeseleer, D'Hondt Greta, Eyskens, Féret, Goutry, Goyvaerts, Hendrickx, Laeremans, Leterme, Mortelmans, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Schauvliege, Schoofs, Sevenhans, Spinnewyn, Tant, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Weert, Verherstraeten, Willems.

Se sont abstenus

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Dardenne, Detremmerie, Fournaux, Grafé, Langendries, Milquet, Paque, Poncelet, Smets André, Tavernier, Viseur Jean-Jacques.

Vote nominatif n° 8
Naamstemming nr. 8

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Genot, Gerken, Giet, Gilkinet, Goris, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hoof, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddingen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteica, Brepoels, Brouns, Bultinck, Colen, Creyf, De Clerck, De Crem, De Man, Detremmerie, D'haeseleer, D'hondt Greta, Eyskens, Féret, Fournaux, Goutry, Goyvaerts, Grafé, Hendrickx, Laeremans, Langendries, Leterme, Milquet, Mortelmans, Paque, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncelet, Schaulvliege, Schoofs, Sevenhans, Smets André, Spinnewyn, Tant, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van den Eynde, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Viseur Jean-Jacques, Willems.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Dardenne, Tavernier.

Vote nominatif n° 9
Naamstemming nr. 9

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Borginon, Bourgeois, Bouteica, Brepoels, Brouns, Creyf, De Clerck, De Crem, D'hondt Greta, Eyskens, Féret, Fournaux, Goutry, Grafé, Hendrickx, Langendries, Leterme, Milquet, Paque, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncelet, Schaulvliege, Smets André, Tant, Van de Castele, Van

Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Viseur Jean-Jacques, Willems.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Bultinck, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Colen, Collard, Cortois, Coveliers, Dardenne, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Man, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'haeseleer, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Frédéric, Genot, Gerken, Giet, Gilkinet, Goris, Goyvaerts, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Laeremans, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Mortelmans, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Schalck, Schellens, Schoofs, Seghin, Sevenhans, Smets Tony, Somers, Spinnewyn, Talhaoui, Tastenhoye, Tavernier, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Van den Broeck, Van den Eynde, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hoof, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddingen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Detremmerie.

Vote nominatif n° 10
Naamstemming nr. 10

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Baldewijns, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Bultinck, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Colen, Collard, Coveliers, Dardenne, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Man, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'haeseleer, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Erdman, Féret, Frédéric, Genot, Gerken, Giet, Gilkinet, Goris, Goyvaerts, Grauwels, Henry, Herzet, Hove, Laenens, Laeremans, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Mortelmans, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Schalck, Schellens, Schoofs, Seghin, Sevenhans, Smets Tony, Somers, Spinnewyn, Talhaoui, Tastenhoye, Tavernier, Timmermans, Van Aperen, Van den Broeck, Van

den Eynde, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddingen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Wauthier, Yerna.

Ont répondu non

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Brouns, Creyf, De Clerck, De Crem, D'Hondt Greta, Eyskens, Fournaux, Goutry, Grafé, Hendrickx, Langendries, Leterme, Milquet, Paque, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncelet, Schauvliege, Smets André, Tant, Van Eetvelt, Van Peel, Vanpoucke, Van Rompuy, Verherstraeten, Viseur Jean-Jacques.

Se sont abstenus

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Borginon, Bourgeois, Brepoels, Detremmerie, Pieters Danny, Van de Castele, Van Hoorebeke, Van Weert, Willems.